

Are the assumptions underlying the doctrine of liberalized trade compatible with the realities faced by resource managers? Over-exploitation, Subsistence, Convergence clubs, and the Resource Curse.

Les hypothèses à la base de la doctrine du libre échange sont-elles compatibles avec les réalités rencontrées par les gestionnaires de ressources naturelles ? Surexploitation, subsistance, clubs de convergence et « malédiction des ressources ».

James R. Wilson

Professeur

Directeur du Programme des études avancées en gestion des ressources maritimes

Département des sciences de gestion

Université du Québec, Rimouski

300, allée des Ursulines

Rimouski, Québec

Canada

418-721-0922

james_wilson@uqar.qc.ca

Abstract

Most applied economists have at least tacitly agreed that the benefits of trade liberalization doctrine and policy outweighed whatever inconveniences it might have. However, recent debates among different groups of economists over the validity of the underlying assumptions in different circumstances may be a sign that this accord is weakening. There are now doubts about the sustainability and the efficiency of trade liberalization policy, especially in conditions where imperfect competition, depletion of resource endowments, and extreme poverty are considerations as well. These conditions are made all the more problematic because countries also may experience what is known as the resource curse. All of these things may conspire to channel the growth trajectories of developing nations onto paths with trading options which are far narrower than one might think, and where groups of countries end up having similar trajectories of growth because of management errors of the past. Fisheries resources are but one example of a large group of exhaustible resource endowments, and depletion of these endowments as well as other constraints may limit the trading opportunities through time. We will review some of the major debates over trade liberalization among economists in recent literature, using very simple models. I argue in my conclusions that reasoned debate and exchange of information among economists who may disagree is healthy, because it gives managers and policy makers new tools to help them deal with the details of their case, rather than having to rely on broad doctrinal arguments for liberalized trade.

Résumé

Jusqu'à présent, plusieurs économistes ont au moins tacitement consenti à ce que les bénéfices de la doctrine de libre échange et ses politiques dépassent les quelques inconvénients que cela pourrait générer. Cependant, des débats récents parmi les différents groupes d'économistes sur la validité des suppositions de base dans des circonstances distinctes peuvent être un signe que cette entente s'affaiblit. Il y a maintenant des doutes raisonnables concernant le caractère durable et l'efficacité de la politique de libéralisation commerciale dans certains cas, particulièrement dans des conditions où la concurrence imparfaite, la possibilité de l'épuisement des ressources, la pauvreté et les conditions de subsistance sont en forte évidence. Ces conditions sont d'autant plus problématiques que certains pays peuvent eux aussi éprouver «la malédiction des ressources», dans le sens d'un ralentissement de la croissance économique dans des pays comparativement riches en ressources naturelles. Tous ces problèmes peuvent avoir comme résultat la convergence des trajectoires de croissance, surtout parmi les pays en voie de développement, avec des possibilités commerciales beaucoup plus limitées qu'on le suppose. Les fonds de ressources épuisables (les ressources halieutiques par exemple) et l'épuisement de ces fonds, peuvent limiter les opportunités de commerce dans le futur. Nous passerons en revue certains des débats intervenus entre économistes sur le libre échange dans la littérature récente, employant des modèles très simples. Je soutiens dans mes conclusions qu'un débat raisonné et l'échange d'informations parmi les économistes, même si ceux-ci ne sont pas forcément d'accord entre eux, sont plus sains que de soutenir le libre échange seulement pour des raisons doctrinales. Ces débats peuvent donner aux administrateurs des ressources épuisables de nouveaux outils pour les aider à traiter les cas actuels, au lieu de se fier à des modèles qui sont trop loin de la réalité.